




es données est entrée
nde doit s'y plier, même
ncy a réuni plus d'une
es, représentants de
our sensibiliser, protéger
informations hors des
ainte que certains éléments
ms des enfants inscrits en
onateurs, les coordonnées
tisés, les adresses mail...)
es mains. L'étape d'après?
éra intégrée sous la
lutter contre la fuite des

**N. Hubert**

## RE DES 3 X 8

es tweets de Donald Trump,
gliger l'excellence fran-
si, notre président a-t-il
*deux métiers les plus*
nt, selon lui, «*Président de*
*neur de l'équipe de France*
t d'indiquer à Emmanuel
craquer, de nombreux
ans la restauration, aux
s de ZEP, dans la grande
ommissariats où les condi-
ment meilleures. **J. Littauer**

érieusement à la frontière
déjà quotidiennement
la décision prise par un
ois de fermer une route
es de pointe, soit de
16 heures à 19 heures.
igrants lorrains qui
ans les deux sens sa
oles sales et polluantes,
e ses habitants. Plus drôle,
n est celui de Schengen,
r la libre circulation...

**P. Chesnet**

▸ L'ÉDITO PAR RISS

# JE SUIS «LE POINT»

La semaine dernière au Pontet, près d'Avignon, des admirateurs d'Erdogan ont menacé un kiosquier de brûler son échoppe à journaux, au prétexte qu'y était affichée la couverture de l'hebdomadaire *Le Point* avec une photo du maître de la Turquie titrée «Le dictateur». Pris de peur, le kiosquier a demandé l'aide de la société responsable des affichages pour qu'elle la retire, ce que, dans un premier temps, elle se résolut à faire pour éviter un incident. C'est seulement quelques heures après, grâce à la présence de la police municipale, que les affiches du *Point* avec la tête d'Erdogan purent être réinstallées. Mais les fanatiques d'Erdogan ne s'avouèrent pas vaincus puisque, aussitôt, ils recouvrirent partiellement les vitrines du kiosque pour dissimuler le mot «dictateur».

Les fascistes, car c'est ainsi qu'ils méritent d'être qualifiés, qui ont utilisé la menace et l'intimidation pour faire disparaître de l'affichage un magazine d'un pays libre démontraient sans s'en rendre compte la pertinence de cette couverture. Ils ne veulent pas qu'on qualifie Erdogan de dictateur, mais ils se comportent en serviteurs de la dictature. Pourtant, à quoi bon chercher à opposer des arguments rationnels aux admirateurs d'un tyran? Le totalitarisme se caractérise par la soumission à l'arbitraire de la force et de l'idéologie.

Face à ce groupe de fascistes, le kiosquier a fait ce qu'il a pu : «*J'ai bien essayé de plaider la liberté de la presse, mais ils n'ont rien voulu entendre.*» En France, une liberté aussi fondamentale que la liberté d'expression dépendrait donc du courage d'un seul kiosquier. Et les autres, où sont-ils? Les politiques, les journalistes donneurs de leçons et les intellectuels à la mode?

La peur existe déjà dans les médias. La liberté d'expression est devenue frileuse avec des sujets comme la religion, et en particulier l'islam. Il faut y réfléchir à deux fois avant d'écrire ou de dessiner qui que ce soit sur ces sujets devenus ultrasensibles. Mais avec cet incident, la peur élargit son champ d'action en partant à l'assaut d'un nouveau territoire : la politique. La peur avait déjà investi le spirituel, il lui reste à conquérir le temporel. Le blasphème n'est plus seulement religieux, il devient politique. Ce qu'a vécu *Charlie Hebdo* et cet incident sur une couverture du *Point* ont un dénominateur commun. La remise en cause de notre modèle libéral de pensée. Le procès des caricatures de Mahomet qui eut lieu il y a douze ans, et tout ce qui s'est ensuivi, doit être vu comme une matrice qui va être réutilisée dans d'autres domaines que la satire ou la religion. Ceux qui n'avaient rien compris au procès des caricatures de Mahomet n'ont toujours pas compris que ce n'était qu'un début. Tout ce qui nous semble si évident d'avoir le droit de dire, de penser et d'exprimer, est aujourd'hui attaqué, lentement, inexorablement et depuis longtemps. Les termites ont déjà commencé de dévorer les fondements de nos libertés fondamentales.

**Le blasphème devient politique**

Les injures et les menaces de mort qui jusqu'à présent étaient cantonnées aux réseaux sociaux vont peu à peu investir la vie politique. «Faut respecter» est une expression utilisée à longueur de réseaux sociaux. «Faut respecter» ce que je pense, alors arrête d'écrire ça dans ton journal. «Faut respecter» ce que je crois, alors n'affiche plus cette photo. Jamais le mot «respect» n'a été aussi peu respectueux des autres. Il sert désormais à intimider et à faire taire les contestataires.

On est presque gêné de reprendre au XXIe siècle le fameux mot du pasteur Martin Niemöller qu'on pensait réservé au XXe siècle : «*Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste...*» Vous connaissez la suite. Il fonctionne malheureusement encore très bien en 2018. Aujourd'hui, c'est un kiosquier, demain ce sera vous. Si ce pays veut vraiment défendre la liberté d'expression, il doit s'en donner les moyens. Le pouvoir actuel est très fort quand il a en face de lui des faibles, des salariés, des ouvriers, des cheminots. Sera-t-il capable d'être aussi redoutable contre les ennemis de la liberté d'expression? La justice devrait poursuivre et condamner sans pitié ceux qui ont menacé ce kiosquier. Sinon, le pays continuera en silence à être contaminé par la peur. Il faut des siècles pour gagner quelques centimètres de liberté d'expression. Et seulement une seconde d'indifférence pour tous les perdre. ■